

L'Alliance Nord-américaine pour l'eau et l'énergie

**Glass-Steagall, crédit public,
NAWAPA**

Table des matières

Introduction

-*Résolution d'urgence*

NAWAPA XXI: Appliquer un Système de Crédit Public

Aspects physiques

-NAWAPA : la mise en œuvre

-Infrastructures humaines et développement de la biosphère

-Le projet NAWAPA :

Un moteur géant pour l'économie mondiale

Aspects économiques et historiques

-De l'indépendance des banques centrales

-L'économie secrète :

chapitre V - La loi : science vs coutumes

Par Lyndon LaRouche

Appendice

-Introduction au rapport NAWAPA XXI

Résolution d'urgence

NAWAPA XXI: Appliquer un Système de Crédit Public

Le Comité pour la République du Canada entreprend une mobilisation nationale afin de rallier le soutien à l'urgente résolution qui suit :

En 2007-2008, les gouvernements de la région transatlantique ont perdu une occasion de s'attaquer aux racines de la crise économique, alors qu'ils auraient pu éliminer le système financier qui était centré sur la spéculation. La bulle financière qui, pendant des décennies avait grandi, a finalement éclaté et les propositions qui auraient pu protéger l'économie réelle de l'effondrement de la valeur d'actifs fictifs ont été négligées ou sabotées.

L'incapacité à adopter les solutions disponibles et nécessaires pour protéger leur nation a mené les gouvernements européens aussi bien que les administrations américaines de Bush et d'Obama à avoir constamment recours à des renflouements financiers. Similairement, au Canada (1), il y a eu des renflouements bancaires, mais en catimini, sous forme de soutien à la liquidité des banques. Ces décisions amenèrent les gouvernements à promulguer et instaurer de sévères mesures d'austérité pour le compte des banques d'investissement spéculatif. En conséquence, les hôpitaux, les écoles, les forces policières et diverses autres formes d'infrastructure sociale essentielles ont continué de se désintégrer et des millions de familles ont perdu leurs moyens de subsistance, y compris leur maison, leurs épargnes et, souvent des emplois productifs de longue durée.

Aux États-Unis, en raison de la politique de renflouement bancaire en place depuis 2007, les derniers vestiges du secteur de la machine-outil, de l'industrie lourde et autres composantes potentiellement utiles à la construction d'infrastructures ont presque entièrement disparu. Il reste peu de temps à ce pays pour utiliser l'héritage productif de la génération la plus âgée, qui fut au cœur de ses grandes entreprises nationales et qui pourraient transmettre ce savoir à la jeune génération.

Le Canada fait aussi face à une terrible situation : un marché immobilier surévalué a fait grimper la dette du consommateur au taux record de 153% du revenu moyen des ménages. La zone industrielle de l'Ontario connaît de hauts niveaux de chômage et le secteur manufacturier s'effondre partout au pays. Les secteurs de pointe éprouvent de sérieuses difficultés comme le montrent le quasi abandon du nucléaire et les coupures de budget dans l'industrie aérospatiale canadienne. Des travailleurs hautement qualifiés prennent leur retraite et la jeune génération peine à trouver des emplois, alors qu'elle a peu de qualification et qu'elle est mal préparée pour faire face à l'avenir. Il faut mettre en place un plan d'action continental qui renverse la vapeur et qui permette aussi de compenser pour les décennies de sous-investissement dans l'infrastructure et dans l'industrie, en utilisant les capacités technologiques et les qualifications de la génération la plus âgée avant que ce savoir ne disparaisse. Il faut également prendre en compte la menace que fait peser sur les économies canadiennes et américaines l'explosion imminente de la zone euro, en ayant recours à des réglementations bancaires et des mesures d'urgence qui élèveront des barrières financières adéquates.

Un tel remède existe déjà comme on peut le voir dans le Rapport spécial NAWAPA XXI (2) (North American Water and Power Alliance) ou l'Alliance nord-américaine pour l'eau et l'énergie) que présente le Comité pour la République du Canada. Il propose :

A) de recréer une séparation entre banques commerciales et banques d'investissement en promulguant une législation modelée sur la loi Glass-Steagall qu'avait sponsorisé le Président Franklin Delano Roosevelt en 1933. Ceci devrait être immédiatement suivi par

B) l'instauration d'un système de crédit public au Canada, aux États-Unis et au Mexique au moyen de la construction et des méthodes de financement requises pour NAWAPA XXI.

Le projet NAWAPA XXI comporte les éléments suivants :

1-Un projet pour la production d'énergie et l'aménagement des eaux employant une vaste quantité d'industries impliquées dans la production de machines et de matériaux cruciaux pour le Canada et les États-Unis, aussi bien que la création de nouvelles infrastructures routières qui sillonneront la plus grande partie du continent, fournissant des

millions d'emplois à long terme pour les Canadiens et les Américains, et permettant d'éduquer une nouvelle génération de travailleurs hautement qualifiés. Sa construction fournira les bases pour industrialiser le nord du Canada et l'Alaska tout en permettant de faire revivre l'économie des états anciennement industrialisés du Midwest américain.

2-L'utilisation de 11% de l'eau de pluie de l'Alaska, du Yukon et de la Colombie Britannique qui autrement se perd dans les océans, comme source permanente d'eau afin de doubler la production alimentaire du Sud-ouest des États-Unis et du nord du Mexique, en transformant l'eau excédentaire dans une région, potentiellement un risque d'inondation, en un outil pour combattre la sécheresse dans une autre ; cela permettra de stopper la guerre de l'eau à laquelle se livrent les états de l'ouest américain. Cela permettra aussi d'amener de l'eau aux provinces arides des Prairies canadiennes, et de créer un réseau de canaux navigables qui s'étendra de Vancouver aux Grands Lacs et à la voie maritime du Saint-Laurent, avec des liens se connectant à un port en eau profonde à Churchill et aussi à la Baie James et au Labrador, ce qui permettra aux Canadiens d'exploiter le vaste potentiel des ressources de ces régions.

3-Ce projet accroîtra massivement l'activité économique du Canada, des États-Unis et du Mexique pour une génération. Le Mexique a déjà lancé sa section de projets hydrauliques qui se connectera à NAWAPA XXI tandis que la génération de dirigeants politiques Canadiens qui était en poste dans les années 60, comme le Premier Ministre Lester B. Pearson (3) par exemple, considérait l'opportunité de transporter une partie de nos abondantes ressources hydrauliques vers le Sud comme « un des développements les plus importants de notre histoire, aussi important que d'exporter du blé, ou du pétrole ou tout autre produit ». NAWAPA XXI fournira le modèle d'une coopération entre États-nations souverains profitant à toutes les parties impliquées.

4-Dans le système de crédit public, la dette publique existante ou nouvellement créée par le gouvernement est financée suivant des échéances qui sont liées au développement de l'infrastructure et des industries, par le moyen de la Banque du Canada et de ses diverses branches qui servent d'institutions de prêt pour les améliorations internes et l'industrie. Dans ce système la valeur future de la dette publique telle qu'elle est anticipée, est associée aux projets d'infrastructure et aux projets industriels et elle a valeur de monnaie dans le présent.

Ce système a déjà été utilisé lors de mobilisations pour développer l'industrie et les infrastructures des États-Unis, et pour combattre l'oppression financière. Il fut établi par Alexander Hamilton lorsqu'il entreprit, avec succès, de changer les dettes monétaires en crédit circulant comme monnaie grâce à l'utilisation des pouvoirs constitutionnels du Congrès et ceux de la Banque des États-Unis. Plus tard, la même conception fut appliquée par Nicholas Biddle, le dirigeant de la Seconde Banque des États-Unis sous le Président John Quincy Adams, puis par Abraham Lincoln qui constitua un système de banque nationale utilisant des « papier-monnaie » (*Greenbacks*), et finalement par Franklin Delano Roosevelt qui créa, pour la même raison, la *Reconstruction Finance Corporation* (Corporation pour financer la reconstruction).

Avec ce projet, la coordination gouvernementale de la vaste activité économique et les revenus fédéraux et provinciaux que la construction de NAWAPA XXI engendrera, généreront suffisamment d'activité pour rendre possible l'émission d'une quantité suffisante de crédit pour ressusciter nos économies aussi bien que pour actualiser toute dette qui aura été considérée comme valide après la promulgation de loi Glass- Steagall et la réorganisation bancaire qui l'accompagne.

Par conséquent, il est résolu que _____ soutient ici le Plan NAWAPA XXI et qu'une copie de cette résolution sera envoyée aux députés représentant les circonscriptions fédérales dans la province _____ ou le territoire _____ ainsi qu'au Premier Ministre du Canada.

Notes :

(1) David Macdonald : « *Le grand secret des grandes banques* ». Estimer le soutien gouvernemental aux banques canadiennes durant la crise financières. avril 2012, Canadian Center for Policy Alternatives. www.policyalternatives.ca

(2) **NAWAPA XXI Report** <http://www.committeerepubliccanada.ca/IMG/pdf/RapportCanada.pdf>

(3) Canadian Broadcasting Corporation « *Free Time Broadcast* » No. 4 on October 15, 1965 at 20:00, cited in correspondence of U.S. Senator Frank E. Moss.

crivez@comiterepubliquecanada.ca ou appelez au (514) 461-1557 (514) 461-7209

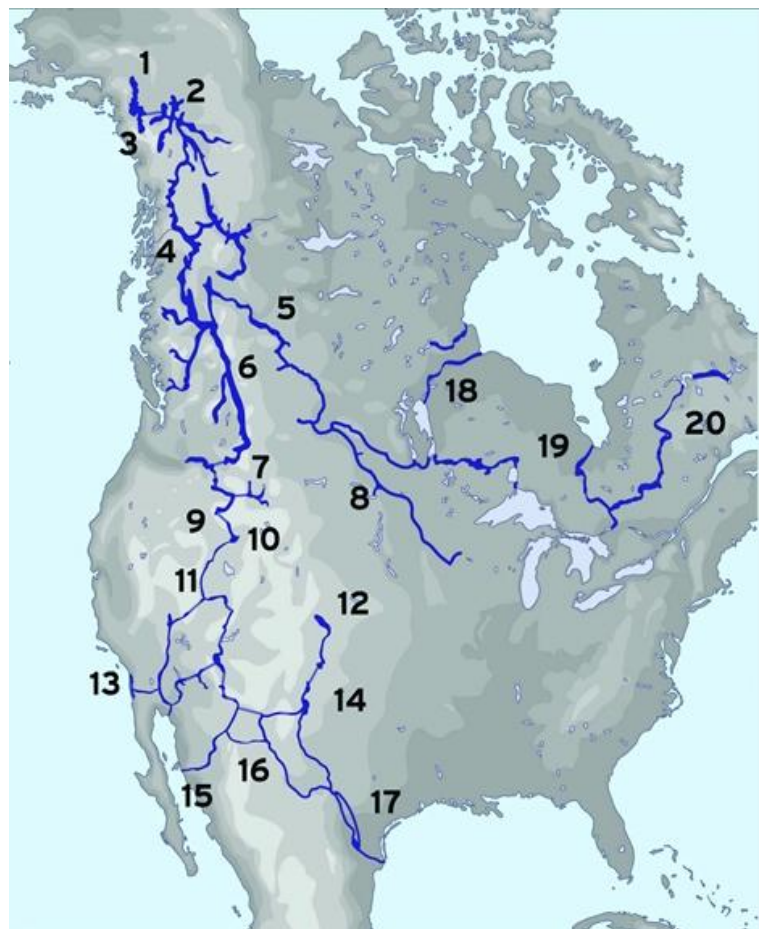
Aspects physiques :

NAWAPA : la mise en œuvre

Une vue d'ensemble

La mise en œuvre du NAWAPA signifie une prise de décision audacieuse afin de solutionner les besoins à long terme de l'humanité pour les 50 prochaines années en ce qui concerne la gestion de l'eau ainsi que celle des autres ressources déjà connues et nouvelles. Cela implique que la civilisation humaine prenne en main sa propre destinée, en gérant les phénomènes à l'échelle continentale et mondiale plutôt que locale.

- 1 – Réservoir Susitna
- 2 – Réservoir Yukon
- 3 – Réservoir Copper
- 4 – Système de pompage Takou
- 5 – Voie maritime Transcanadienne
- 6 – Tranchée des Montagnes Rocheuses
- 7 – Système de pompage Sawtooth
- 8 – Voie maritime Dakota
- 9 – Réseau de tunnels Sawtooth
- 10 – Voie maritime du Grand Bassin
- 11 – Lac Nevada
- 12 – Réservoir Colorado
- 13 – Aqueduc Baja
- 14 – Aqueduc Colorado
- 15 – Aqueduc Sonora
- 16 – Aqueduc Chihuahua
- 17 – Aqueduc Rio-Grande
- 18 – Voie maritime de la Baie d'Hudson
- 19 – Voie maritime de la Baie James
- 20 – Canal pour barges du lac Knob



Une véritable gestion de l'eau

Par ses spécificités topographiques et ses courants d'airs océaniques, l'Amérique du Nord voit le quart de toutes ses précipitations annuelles (pluies et neiges) tomber sur une mince frange du continent. Ce sont 1,600 kilomètres cube (km³) d'eau qui s'écoulent directement dans les océans Pacifique et Arctique, sans être assimilés par la biosphère continentale, donc gaspillés. Au même moment, une large partie de la section ouest du continent demeure aride et incultivable.

NAWAPA est la solution à cette mauvaise distribution des précipitations : en utilisant 11% des eaux de ruissellement, soit 170 km³, des barrages et des tunnels placés stratégiquement créeront un système de captage énorme, de nouveaux réservoirs et canaux, tirant ainsi profit de la topographie naturelle de la chaîne des Montagnes Rocheuses et permettant une distribution d'eau aux terres desséchées ainsi qu'aux réseaux fluviaux stratégiques. Avec 24 km³ d'eau pour les provinces des Prairies canadiennes, 85 km³ pour les états de l'Ouest des États-Unis et la région des Grands Lacs, et 29 km³ pour le Nord du Mexique, c'est 140,000 km² de terre qui

seront irrigués, doublant ainsi la surface actuelle de terres irriguées à l'ouest du Mississippi, et remplaçant les ressources des eaux souterraines aujourd'hui insuffisantes avec une source continue s'écoulant par gravité. Cela permettra d'alléger les coûts de pompage pour l'industrie agricole rétablissant du même coup sa productivité.

Nous savons que 40% des précipitations sur les continents (Catégorie A) retournent directement par ruissellement ou par les nappes phréatiques vers les océans, alors que 60% des précipitations sur le continent (Catégorie B) se ré-évaporent et retombent sur le continent, se recyclant 2.7 fois avant de retourner dans les océans. En construisant NAWAPA, 170 km³ des précipitations de la Catégorie A seront intégrés à la Catégorie B, pour être utilisés plusieurs fois plutôt qu'une, en se ré-évaporant et répliquant le cycle sur le continent avant de sortir du système avec un rythme et une durée accrue par le biais des plantes et l'évapotranspiration des sols, ainsi que par d'autres techniques d'ingénierie biosphérique.

Le Réseau ferroviaire

Pour une construction efficace de NAWAPA et une utilisation optimale des régions du Nord :

- Plusieurs lignes de chemin de fer de l'Union Pacific, de la Burlington Northern Santa Fe, et du Canadien Pacifique, allant du Midwest américain à travers l'Idaho jusqu'à la tranchée des Montagnes Rocheuses, nécessiteront un doublement sinon un triplement des voies.
- Le chemin de fer Alaska-Canada doit être finalement complété, avec deux lignes doubles connectant Prince George à Fairbanks et Dawson Creek à Fairbanks, totalisant 3,540 km de rail.
- 1569 km de lignes doubles joindront Fairbanks, Alaska, avec Egvekinot, Chukotka, incluant un tunnel et/ou un pont de 96 km traversant le détroit de Béring.

Création d'Emploi

NAWAPA lui-même créera directement et indirectement 4 millions d'emplois, en plus des 1,5 million possibles par l'usage de la technologie nucléaire pour produire 30 000 MW (mégawatts) d'électricité pour alimenter le système de pompage, pour un total de 5,5 millions de nouveaux emplois créés.

La révolution des Grands Lacs au Canada

Le Canal Érié fut une transformation révolutionnaire, ouvrant le Midwest américain au commerce et fit de la ville de New York une métropole. Également, les canaux pour le transport par barges du NAWAPA qui relieront le Lac Supérieur à l'Océan Pacifique, ainsi que la Baie d'Hudson, la Baie Georgienne et les mines du Labrador et du Québec aux Grands Lacs, transformeront les sols riches en minerai autrefois difficiles, voire impossibles à exploiter en raison de problèmes d'accès, menant vers une explosion du potentiel minier, industriel, technologique et scientifique le long des berges des canaux, comme ce fut le cas avec le corridor industriel du Mississippi.

Efficacité dans la conception

La conception du NAWAPA a été faite de manière à obtenir le plus grand impact pour le plus petit nombre de réservoirs et de systèmes de distribution. 3150 projets individuels de gestion d'eau avaient été autorisés ou proposés par les Corps d'ingénieurs de l'armée américaine en 1966, pour 3,330 km³ de capacité de stockage d'eau. NAWAPA ne nécessite que 369 projets individuels pour une capacité de stockage d'eau de 5,300 km³.

Liste des matériaux et procédés

Afin de construire les ponts, barrages, canaux, réservoirs, aqueducs et tunnels du NAWAPA, il faudra au moins :

- Des centaines de millions de poches de ciment, 441 millions de tonnes de fer, des dizaines de millions de tonnes de cuivre et d'aluminium, et une vaste panoplie de nouvelles machines seront requis pour construire le projet et déplacer environ 24,5 km³ de terre.
- Creuser 50 tunnels pour une distance totale de 1600 km, déplaçant 660 millions de mètres cube de roches, utilisant un nombre sans précédent de tunneliers, et possiblement de nouvelles techniques.
- Une quantité non-définie de demandes pour la production d'équipements électriques lourds, incluant : a) centrales énergétiques, incluant biefs, conduites forcées, portes de digue, turbines, unités de génératrices, appareillage et, b) stations de pompage, incluant de puissants moteurs, pompes, et valves, conduites d'entrée et de sortie.

Renaissance nucléaire

Le système de pompage Sawtooth en Idaho, haut de 750 mètres, nécessitera 26 000 MW d'énergie, qui pourront être fournis par 65 réacteurs modulaires de 400 MW chacun, comme le modèle PRISM de GE-Hitachi. La présente génération de réacteurs nucléaires canadiens CANDU-6 pourvoira à la demande énergétique importante pour les stations de pompage le long de la voie maritime Canada-Grands Lacs.

Cependant, le défi que représente le développement des régions éloignées de l'Arctique nous donne l'opportunité de progresser vers des réacteurs nucléaires de la quatrième génération, à haute température et à sécurité intrinsèque. Ces réacteurs fourniront

non seulement de l'électricité mais aussi une chaleur industrielle à très haute température, permettant ainsi le raffinement du pétrole sur place, la production d'essence synthétique et le dessalement de l'eau de mer.

Hydroélectricité

Grâce à l'utilisation du relief continental, NAWAPA générera annuellement 40 000 MW d'énergie en surplus au Canada (32 000 MW en Colombie-Britannique, 2000 MW au Yukon, 6000 MW au Manitoba) et 33 000 MW aux États-Unis, grâce à l'écoulement par gravité.

Réorganisation planétaire et hémisphérique

L'approche NAWAPA implique un changement dans l'organisation de la planète dans son ensemble, et sa mise en œuvre entraînera le développement d'autres pays en tant que véritables états-nations souverains, qui utiliseront la totalité de leur territoire pour accroître les bienfaits scientifiques ainsi que le pouvoir de leurs citoyens. L'accroissement de la densité des infrastructures et des techniques de gestion du sol mèneront à un accroissement garanti des pouvoirs productifs de la main-d'œuvre, par unité de surface, à un degré jamais vu auparavant, sur chaque continent où le principe sera mis en application.

Avancées scientifiques

En plus de transformer la planète grâce à sa gestion continentale de l'eau, NAWAPA est un programme scientifique dans le véritable sens du terme :

La mise en marche d'un système de gestion de réservoirs de cette taille, le long d'un corridor continu, engendrera très certainement des transformations qualitatives, quoique imprévisibles, dans la coordination scientifique et technologique générale.

La création de 50 larges tunnels, totalisant plus de 1600 kilomètres, donne une idée des percés à accomplir dans le domaine de la cartographie géologique, ainsi que des découvertes fondamentales à faire dans notre compréhension de la création biosphérique de la croûte terrestre, et la nature de ses minerais biogéniques utiles. Créer une présence humaine permanente et croissante dans les régions du Nord transformera notre perspective scientifique actuelle de l'Arctique, passant de stations de recherches isolées dans des conditions dangereuses et éloignées, à une capacité scientifique active.

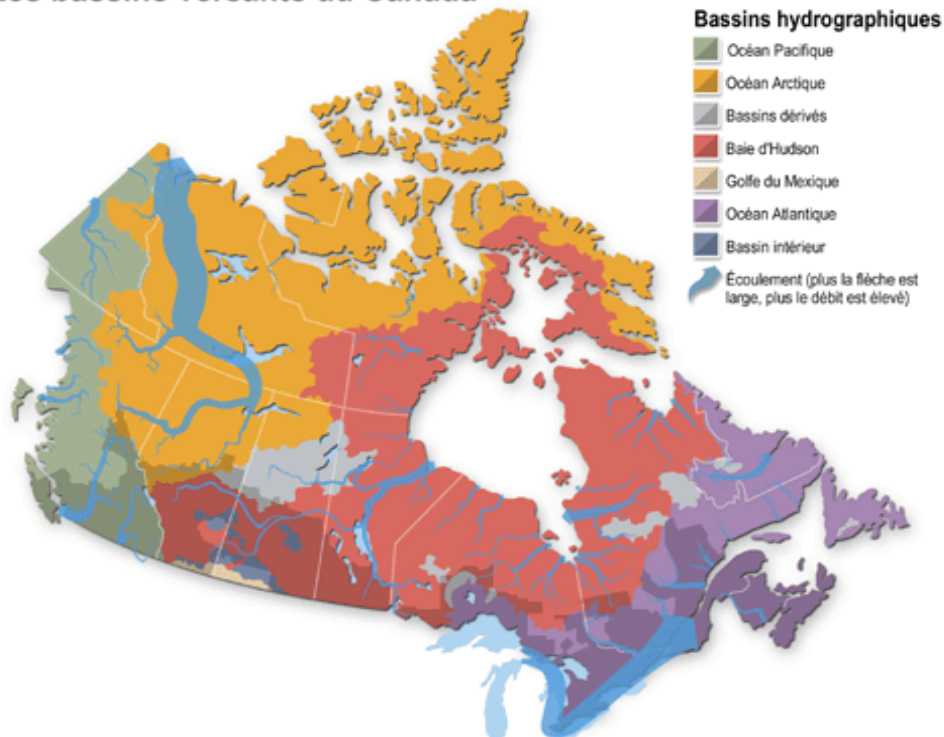
Et puisque l'Arctique est à une proximité unique des conditions électromagnétiques singulières des régions polaires, une compréhension du système des relations électromagnétiques qui détermine les interactions magnétiques entre la Terre, le Soleil et le Système solaire, et qui a déterminé les processus évolutifs de la biosphère, pourra finalement être ajouté aux connaissances de l'homme et à son économie.

En restaurant une gestion stricte et constante du cycle hydrologique, de nouvelles percées verront le jour dans l'ingénierie biosphérique du climat, de la vie végétale, de l'eau souterraine et des sols. Par la gestion rapprochée des 240 réservoirs de NAWAPA, non seulement la production continentale de poissons et de protéines aquatiques sera multipliée plusieurs fois, mais de nouvelles frontières seront établies dans notre connaissance des impacts des réservoirs, et dans les méthodes de traitement de l'eau, maîtrisant ainsi l'utilisation et l'ingénierie des micro-organismes, poissons et plantes.

Avec la réalisation du projet NAWAPA, l'humanité, au lieu d'être assujettie aux caprices de la nature et des conditions locales, prendra en main sa propre évolution et celui de son environnement.

Infrastructures humaines et développement de la biosphère

Les bassins versants du Canada



Dans ce projet de l'Alliance Nord-américaine pour l'eau et l'énergie (NAWAPA), nous prenons une partie du cycle hydrologique de l'ouest de l'Amérique du Nord, qui à l'heure actuelle inclut peu de sous-cycles, pour le connecter à un système noosphérique d'une complexité beaucoup plus grande. L'eau qui s'évapore à la surface du Pacifique tend à se déplacer le long de la côte, sous forme de couche nuageuse, et se dépose dans les régions du Nord sous forme de glace et de rivières. Un pourcentage important de cette eau douce retourne ensuite directement dans l'océan près des côtes de l'Alaska et de la partie septentrionale de l'Amérique du Nord, ne participant jamais à des sous-cycles biosphériques sur terre. Entre-temps, la zone désertique au sud de cette partie occidentale – le Grand désert de l'Amérique – reste sèche et aride.

Pour donner une idée de ce que cela représente quantitativement : le total des eaux d'évapotranspiration depuis la terre et depuis l'océan s'élève respectivement à 71 000 Gm³/an (milliards de mètres cubes par an) et 434 000 Gm³/an, soit un total de 505 000 Gm³/an. 27 %, soit 107 000 Gm³/an, retombent sur la surface de la terre sous forme de pluie ou de neige, le reste allant directement dans l'océan. A tout moment, il y a 15 600 Gm³ d'eau dans l'atmosphère, dont 4440 au dessus de la terre. Près de 3460 Gm³/an arrosent le bassin alasko-canadien utilisé par le NAWAPA, c'est à dire l'équivalent de plus de la moitié des précipitations pour l'ensemble des États-Unis ! Ceci produit 990-1110 Gm³/an qui se déversent dans le Pacifique et l'Arctique. Cette quantité est perdue pour les processus productifs de la biosphère, ne

prenant aucune part à la photosynthèse ni à aucun autre processus biosphérique lors de son passage sur la terre. Ce cycle est continu, se réapprovisionnant sans cesse, même si, dans certains secteurs, il est terriblement inefficace.

Il devient donc clair que, contrairement aux mythes populaires et aux mensonges, l'eau utilisée par le NAWAPA ne proviendrait pas d'une quelconque réserve cachée qui se trouverait épuisée à la longue, ni d'une eau qui pourrait être consacrée à d'autres usages. Le NAWAPA consiste en la maîtrise et l'amélioration naturelle de ce cycle global qui, pour cette raison même, permettra non seulement de fournir à perpétuité de l'eau aux États de l'ouest des États-Unis et du nord du Mexique, mais transformera de façon permanente le climat de ces régions, comme l'expérience l'a montré, abaissant la température et augmentant les précipitations. Le NAWAPA transformera ce cycle, en transférant une partie de l'eau qui serait autrement perdue (198 Gm³/an, c'est-à-dire 20 %), dans un réseau déjà existant de rivières et de canaux construits récemment. Au cours de son périple, l'eau réapprovisionnera les réserves souterraines et fera reverdir des portions entières du Grand désert américain. Ce projet allongera le temps de passage de l'eau sur la terre, de plusieurs ordres de grandeurs, accroissant en même temps sa fréquence de circulation.

Quel sera l'effet de la transpiration accrue des plantes dans les 84 000 à 200 000 km² de nouvelles terres agricoles utiles et de forêts qui seront créées grâce au NAWAPA ? Cela fera presque doubler la superficie de terres agricoles irrigables à l'ouest du Mississippi, ce qui équivaut, pour les États-Unis, à une nouvelle

bande de terre, longue de 2900 km et large de 56 km – près de quatre fois la taille de la vallée centrale de la Californie. Soulignons encore une fois que la sélection méticuleuse des terres agricoles utiles, ainsi que la création de nouvelles zones forestières organisées et entretenues, là où s'étendait auparavant le désert, accroîtront l'humidité globale du sol, ainsi que la quantité totale d'évapotranspiration sur terre. Ceci provoquera une augmentation des précipitations, et si elles sont correctement structurées, de nouvelles pluies et des changements climatiques utiles. L'eau apportée par le NAWAPA ne sera pas utilisée seulement une fois, mais en de multiples occasions le long de son parcours, par des sous-cycles, tombant sous forme de précipitations à plusieurs reprises avant de retourner vers la mer, et éventuellement vers l'Alaska pour recommencer une nouvelle fois son cycle. De plus, parmi ses activités figureront également une pléthore d'utilisations industrielles. Cette même eau sera peut-être un jour l'eau potable utilisée pour désaltérer le premier équipage en partance vers Mars

On voit donc que le NAWAPA est un processus de transformation qui accroît la complexité de l'ensemble, sans rien lui retirer. L'augmentation des zones forestières en Amérique du Nord entraînera une baisse plus efficace du gaz carbonique et accroîtra le taux du cycle du carbone sur terre. Peut-être même découvrira-t-on alors qu'il n'y a pas assez de gaz carbonique pour répondre à nos besoins !

Pour stimuler le cycle du carbone, il nous faudra augmenter la teneur des sols en azote, rendant possible la croissance des plantes à photosynthèse. L'eau disponible réapprovisionnera des réservoirs souterrains tels que l'aquifère d'Ogallala, réduira la contamination de l'eau provenant du fleuve Colorado et permettra de nettoyer le sol des terres agricoles du Midwest et des Grands Lacs.

Ce processus pourra servir de modèle à d'autres projets à travers le monde, augmentant ainsi la maîtrise consciente par l'homme de la gestion de la biosphère comme un tout. Dans un deuxième temps, on devra également entreprendre le développement des océans. Notons cependant que malgré l'échelle apparemment colossale de tout ceci, nous ne discutons ici que d'infimes fractions de nombres réellement colossaux. Un milliardième seulement de l'énergie émise par le Soleil arrive sur la Terre à un moment donné. Pas plus de

50 % de ce minuscule rayonnement alimente les processus d'évaporation, de transpiration et de photosynthèse à l'origine des cycles dont nous avons parlé. Pour atteindre les objectifs du NAWAPA, il suffirait de rediriger 20 % des eaux perdues des fleuves de l'Alaska et du Canada impliqués dans ce projet. Ces eaux représentent 1 % de la totalité des eaux perdues du système hydrologique de toute la croûte terrestre, qui ne représente lui-même qu'un faible pourcentage de toute l'eau douce existante, dont 70 % sont immobilisés sous forme de neige ou de glace.

A tout moment, 1 % seulement de la totalité de l'eau de la planète est « en jeu » sur la surface proche de la biosphère – seul 1% de l'eau est directement accessible aux processus vivants se déroulant à la surface de la planète ou à proximité. Mais ce qui a lieu dans ce 1% est le moteur de l'ensemble du cycle, de la même façon que la matière vivante – un minuscule pourcentage de toute la matière de la biosphère – est le moteur de la migration biogénique des atomes qui façonne la croûte terrestre et les océans, créant l'atmosphère et gouvernant l'interaction électromagnétique avec l'univers comme un tout. Par sa masse, l'homme ne représente qu'une infime partie de cette partie tout aussi minuscule de la matière vivante. Mais par la puissance de sa pensée, l'homme est la seule force qui mérite le titre de « Co-créateur » de l'Univers, capable de comprendre et d'améliorer les processus par lesquels l'univers a reçu l'être.

Ainsi, le NAWAPA n'est pas seulement une « politique intéressante ». C'est la prochaine étape nécessaire pour que la civilisation humaine sorte de l'adolescence. La réalisation du NAWAPA prendra au moins un quart de siècle. L'extension de cette mission au développement du Système solaire exigera plusieurs générations supplémentaires.

Cependant, pour aller de l'avant, un changement politique et culturel majeur doit avoir lieu, rejetant radicalement les tendances de ces dernières décennies. Toute politique de libre échange doit être bannie et l'on doit rétablir les contrôles sur la spéculation grâce à la réintroduction de la loi Glass/Steagall adoptée par Roosevelt en 1933, séparant les activités de banques d'affaires de celles des banques de dépôt traditionnelles. Pour cela, le départ de l'actuel président américain de la Maison-Blanche est une urgente nécessité.

Le projet NAWAPA : Un moteur géant pour l'économie mondiale

par Karel Vereycken

Histoire et origine

Quiconque visite les États-Unis constate rapidement l'énorme déséquilibre en termes d'aménagement du territoire. 79 % des Américains vivent en milieu urbain et la moitié de la population des États-Unis se concentre sur les façades littorales, soit seulement 25 % du territoire. Caricaturalement, le grand axe reliant Boston à Washington, véritable mégapole, abrite 50 millions de personnes sur seulement 2 % du territoire !

Le fait que les régions côtières, l'embouchure du Mississippi, le Midwest et la région des Grands Lacs offrent des avantages évidents par rapport aux montagnes Rocheuses et aux immenses régions désertiques et arides de l'Ouest (Fig.1) justifie en partie cette disparité. Le sous-investissement chronique dans les infrastructures physiques (eau, énergie, transport) et humaines (éducation, santé, etc.) explique le reste.

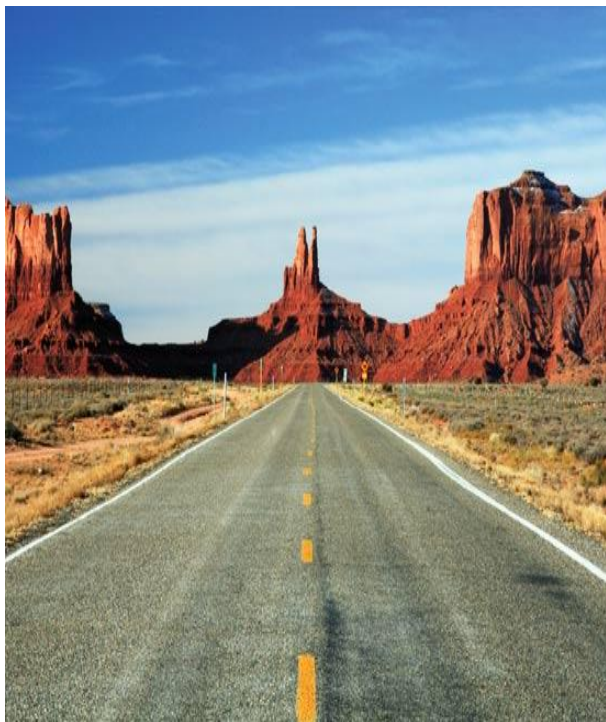


figure 1

Avec le passage à l'ère nucléaire et une mission habitée sur Mars, la terra-formation d'une grande partie des États-Unis reste un des grands défis du XXIe siècle.

Vaincre les déserts

Bien que les grands projets réalisés par le président Franklin Roosevelt à l'époque du New Deal, notamment l'aménagement et les barrages sur la rivière Colorado ou encore la Tennessee Valley Authority (TVA), aient permis d'améliorer temporairement la situation, d'énormes besoins

en eau douce se firent rapidement sentir à la fin des années 1950. D'ailleurs, les pénuries étaient si sévères dans les régions désertiques et arides des États-Unis que la Californie et l'Arizona passeront vingt ans à se disputer les droits d'exploitation de certaines ressources.

Pour surmonter la crise, une commission spéciale du Sénat fut chargée en 1959 de trouver des solutions et d'anticiper les besoins futurs. A l'époque, avec l'arrivée de l'énergie nucléaire, bon nombre d'hydrologues et d'ingénieurs se tournent vers le dessalement de l'eau de mer à grande échelle grâce à des centrales installées sur le littoral du Pacifique et du golfe du Mexique. C'est dans ce contexte que la société californienne Ralph M. Parsons de Pasadena (Californie) publie en 1964 sa première étude sur le NAWAPA (North American Water and Power Alliance, en français : l'Alliance Nord-américaine pour l'eau et l'énergie).

Le projet prend comme point de départ l'idée de capter une partie de la pluviométrie abondante dans le grand nord de l'Alaska et du Canada (fig. 2) pour l'acheminer vers d'autres zones du continent souffrant de pénuries, au Canada et aux États-Unis aussi bien qu'au Mexique.

Quelques données techniques

D'après Marcia Merry Baker, de la revue Executive Intelligence Review (EIR), le continent américain reçoit chaque année 12 915 milliards de mètres cubes d'eau (sous forme de pluie, neige, grêle, etc.), dont 5535 milliards vont grossir les rivières. Un neuvième de cette eau remplissant les rivières, c'est-à-dire seulement 615 milliards de mètres cubes, est actuellement utilisé pour l'irrigation et les barrages hydroélectriques. Grâce au projet NAWAPA, on pourrait porter ce volume à 910,2 milliards.

Dès le début, les auteurs du projet NAWAPA ont su démontrer l'énorme avantage d'un seul projet unificateur. En effet, si l'on compare les résultats qu'on pourrait attendre des 3150 projets hydrauliques disparates déjà élaborés par les différentes collectivités territoriales avec le potentiel du projet NAWAPA, qui harmonise et crée une synergie entre 369 projets phares, on constate rapidement la supériorité du NAWAPA.

Dans un discours prononcé à la Fondation pour l'énergie de fusion (FEF), une association scientifique créée en 1980 par l'économiste américain Lyndon LaRouche, Nathan W. Snyder, de la société conceptrice de NAWAPA, en a esquissé les grands axes.

Il s'agit en premier lieu de dévier, grâce à la construction d'un ensemble de barrages, 15 à 20 % des eaux de deux des plus grands fleuves de l'Amérique du nord, le Yukon (3184

kilomètres) en Alaska et le Mackenzie (1738 kilomètres) au nord-ouest du Canada. Actuellement, les pluies, glaces, neiges et grêles captées par les 523 800 kilomètres carrés du bassin versant du fleuve Yukon, s'écoulent dans le détroit de Béring et ceux du bassin du Mackenzie (1 805 000 kilomètres carrés) dans l'océan Arctique. Le Yukon, dont le nom signifie « grande rivière », possède un débit moyen de 6200 mètres cubes par seconde et le Mackenzie, de 9700 mètres cubes par seconde.

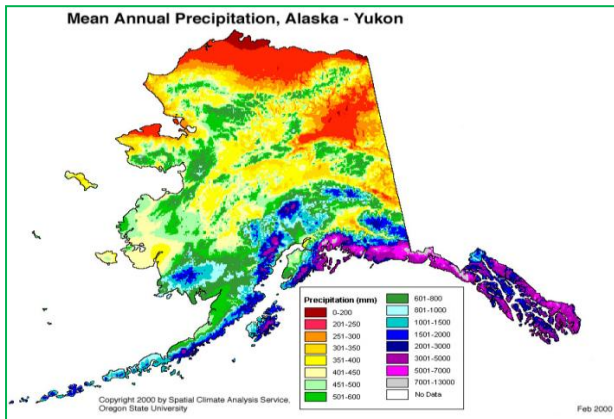


Figure 2. Mean Annual Precipitation, Alaska-Yukon, Feb. 2000. Oregon State University, Spatial Climate Analysis Service.

Le transfert de ces énormes quantités d'eau peut alors s'organiser grâce à une multitude de canaux, lacs de retenue, réservoirs, barrages et autres infrastructures, en direction des régions cibles au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Il permettra de combler les déficits chroniques d'autres rivières et bassins, de remplir les nappes phréatiques et les aquifères, d'apporter de l'eau dans les régions arides, d'ouvrir des voies pour la navigation intérieure et de fournir de l'électricité grâce aux innombrables barrages.

En premier lieu, une fois l'eau collectée dans le grand Nord, elle sera injectée dans le dispositif central du projet : un canal-réservoir géant (800 kilomètres de long, 90 mètres de profondeur et 16 kilomètres de large) construit dans le creux du sillon des montagnes Rocheuses (Rocky Mountain Trench). Ce réservoir pourra contenir à lui seul 369 à 492 milliards de mètres cubes, c'est-à-dire plus du triple de la consommation en eau douce des 48 États qui profiteront du réseau de distribution. Il s'agira de la plus grande retenue d'eau jamais construite dans l'histoire humaine. Ce réservoir, allant du bassin du fleuve du Yukon jusqu'à l'État du Montana aux États-Unis, fera la jonction entre différents lacs, canaux et barrages grâce à des tunnels et, lorsque le trajet se dessine à plus de 1000 mètres d'altitude, grâce à des ascenseurs. Des barrages répartis tout le long du réservoir fourniront bien plus que l'énergie nécessaire pour faire fonctionner le dispositif.

Avant de pénétrer aux États-Unis, donc sur le territoire canadien, un canal d'une profondeur de 9 mètres partira du canal-réservoir en direction du lac Supérieur. Cet apport d'eau supplémentaire permettra notamment de « nettoyer » tout le système des Grands Lacs et d'alimenter en eau de nombreuses provinces et états agricoles. L'idéal serait de faire de ce canal de jonction une véritable voie navigable à grand gabarit, offrant pour la première fois la possibilité de

traverser tout le continent avec des barges pour transporter le fret. Ceci favorisera le commerce entre la région des Grands Lacs et l'Alberta. Ultimement, nous pourrions prolonger cette voie navigable jusqu'à l'Océan Pacifique.

Dans le sud-ouest du Montana, aux États-Unis, à partir de notre canal-réservoir, un ascenseur spécial remontera l'eau vers le réservoir Sawtooth, d'où elle repartira dans plusieurs directions par la simple force de la gravité.

Vers l'ouest, en passant par un tunnel de 24 mètres de diamètre et 80 kilomètres de long, l'eau alimentera les États occidentaux et une série d'installations hydroélectriques sur les rivières Clearwater, Salmon et Snake, permettant de fertiliser la région de l'Idaho, de l'Oregon et l'État de Washington. L'aménagement de la rivière Columbia permettra notamment de prévenir les inondations.

À l'est, l'eau sera canalisée vers le Missouri pour alimenter les régions des grandes plaines. Il s'agit notamment de mettre un terme et même d'inverser le processus d'épuisement de l'aquifère de l'Ogallala (Nebraska, Oklahoma, Texas, Arkansas, etc.) dont dépendent, pour l'irrigation, des milliers d'agriculteurs.

Vers le sud, il s'agit d'alimenter la Californie, l'Arizona et le Colorado à l'ouest, et à l'est le bassin du Rio Grande, essentiel pour le Nouveau Mexique, le Texas et le Colorado aux États-Unis, ainsi que les régions très fertiles mais désertiques du nord du Mexique : Basse Californie, Sonora et Chihuahua.

L'impact économique du projet

Les bénéfices directs en apport d'eau et en énergie ont été chiffrés par pays. États-Unis: les chiffres (hypothèse basse) donnés par Parsons en 1964 prévoient un apport supplémentaire de 147,6 milliards de mètres cubes : 95,94 milliards pour les États-Unis qui iront directement alimenter 23 États américains, en particulier la Californie, l'Arizona, le Texas et le Dakota du nord et du sud ; 27,06 pour le Canada et 24,6 pour le Mexique. Le projet permettrait d'accroître les surfaces de terres agricoles irrigables de 40 millions d'acres aux États-Unis et de 7 millions d'acres au Canada. Avec NAWAPA, les États-Unis disposeront de toute l'eau dont ils ont besoin pour un siècle à venir.

Le Canada profitera de 27,06 milliards de mètres cubes, en particulier l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et le bassin des Grands Lacs. La construction d'une voie navigable grand gabarit permettra de relier l'Atlantique à l'océan Pacifique, traversant les Prairies canadiennes jusqu'aux Grands Lacs. Un canal supplémentaire pour des transports par barges pourrait relier cette transversale aux fleuves Missouri et Minnesota et permettre leur aménagement.

Au Mexique, c'est 24,6 milliards de mètres cubes qui alimenteront sept États mexicains, principalement Sonora, Baja California et Chihuahua. Les retenues d'eau suffiraient à irriguer 138 080 kilomètres carrés de terres aujourd'hui inexploitées, l'équivalent d'une ceinture géante de 56 kilomètres de large et de 4000 kilomètres de long allant du Canada à travers tous les États-Unis jusqu'au Mexique.

Aspects économiques et historiques

De l'indépendance des banques centrales

A la lumière des récentes injections massives de liquidités par la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne et autres banques centrales dans les circuits financiers internationaux, et de la menace d'hyperinflation qui en découle, il est urgent de revoir les fondements de la doctrine prônant l'indépendance de ces institutions par rapport aux pouvoirs politiques, et de définir les grandes lignes d'une réforme de leur statut.

L'objectif ultime d'une telle réforme est d'instaurer la notion du **crédit productif** comme « service public », afin d'aider les gouvernements de ce monde à mettre en œuvre un ambitieux programme d'investissements visant à sécuriser les besoins fondamentaux de la population mondiale pour les cinquante années à venir.

Nos concitoyens ne sont pas habitués ou n'ont même jamais songé à considérer l'émission monétaire comme un service public, ou plus exactement comme un instrument de crédit devant servir l'intérêt général, comme il en va d'ailleurs pour l'électricité, l'eau, l'énergie, la santé, l'éducation ou les transports publics.

L'émission de monnaie-papier est une technique développée par les banques italiennes au XVe siècle pour faciliter les échanges commerciaux entre les grandes villes d'Europe. L'usage de « billets » (des reçus délivrés contre dépôt de pièces d'or et d'argent) émis par ces banques était réservé à leurs clients privilégiés, des marchands actifs dans quelques unes des plus grandes villes commerçantes de l'époque.

Avec la création de la Banque d'Angleterre en 1694, les autorités publiques ont renoncé à prendre en main le privilège d'émettre de la monnaie-papier (alors que le droit de frappe de pièces métallique était depuis longtemps réservé au Roi), « en échange » d'une prise en charge partielle par la banque de la dette publique. La plupart des pays ont ensuite copié la décision de l'Angleterre. Aujourd'hui encore, les États confient l'émission de leur monnaie nationale à des intérêts privés, à condition qu'ils puissent en retour emprunter auprès d'eux, alors qu'ils pourraient tout aussi bien émettre eux-mêmes de la nouvelle monnaie pour financer directement leurs investissements. Ils éviteraient ainsi de payer des intérêts sur des emprunts inutiles

Cette deuxième possibilité, que l'on pourrait qualifier d'émission monétaire directe, est toutefois habituellement rejetée, sous prétexte que le versement d'intérêts par l'État aux actionnaires des banques est le prix à payer pour maintenir la valeur de la monnaie. L'argument est le suivant : si l'État pouvait se dispenser de l'obligation de s'endetter (et par conséquent de payer des intérêts qui sont censés jouer ici un rôle dissuasif) il aurait trop facilement recours à l'émission monétaire pour combler son déficit courant, ce qui aurait pour effet de dévaluer la monnaie en circulation. Par conséquent, les intérêts que l'État verse aux milieux financiers détenteurs de la dette seraient un « service » rendu à la collectivité !

Nous avons assisté ces deux dernières décennies à un durcissement de cette position, avec d'abord l'« autonomisation » de la Banque de France sous le gouvernement Balladur en 1993, puis la mise en place d'une **Banque centrale européenne** indépendante des pouvoirs publics, un statut qui risque d'être de fait « constitutionnalisé » si le Traité de Lisbonne vient à être ratifié par la totalité des pays membres de l'UE. En effet, la tendance actuelle vise à inscrire - tout à fait abusivement - des impératifs financiers dans des textes constitutionnels : c'est le statut de la **BCE** à l'échelle européenne tout comme le principe de l'équilibre budgétaire dans notre propre constitution.

L'argument avancé en défense de l'indépendance des banques centrales est fallacieux et ne correspond pas à la réalité historique, comme nous allons maintenant le démontrer.

Benjamin Franklin et la révolution de la monnaie-papier

Le premier exemple d'une utilisation générale et prolongée de monnaie-papier ayant cours légal (c'est-à-dire des billets que tout individu ou commerce est obligé d'accepter, par la loi, comme instrument de paiement) remonte à 1723, dans les colonies américaines, plus particulièrement en Pennsylvanie, au New Jersey et à New York [1].



Dans un rapport à l'Assemblée de Pennsylvanie en 1753 [2], **Benjamin Franklin** rappelle qu'une première émission de monnaie-papier de £15 000 fut votée en 1723 par les autorités de la colonie sous forme de prêts garantis par des terres, par l'intermédiaire d'une banque publique appelée *Land Bank*. Comme l'explique Franklin, étant donné que « les conséquences néfastes redoutées par certains, liées à la nature d'une telle devise, ne sont pas apparues, mais qu'au contraire des avantages importants et manifestes pour l'intérêt public furent immédiatement ressentis, le gouvernement de la colonie fut amené à passer un second acte la même année, pour l'émission d'une somme supplémentaire de £30 000. L'expérience démontrant toujours plus le bénéfice découlant de l'utilisation de cette devise dans la province, par l'accroissement du commerce et de la démographie et l'amélioration des terres, et la somme de £45 000 n'étant plus jugée suffisante pour les besoins du commerce, l'Assemblée générale fit, en 1729, émettre une somme supplémentaire de £30 000, et en 1739 une autre petite somme supplémentaire, amenant le total à £80 000. »

Dans ce même rapport, Franklin fait le bilan des effets bénéfiques produits par l'émission de monnaie-papier en Pennsylvanie au cours de cette période. Il rappelle qu'avant 1723, le commerce stagnait et la population diminuait dans la

colonie. Le nombre de vaisseaux entrant dans le port de Philadelphie était passé de 130 en 1721 à 110 en 1722, puis à 85 en 1723, avant d'augmenter de manière régulière par la suite (**voir tableau.**) Avant 1723, plusieurs maisons étaient inoccupées et les gens étaient pauvres. Les terres restaient inexploitées. Mais au cours de la période suivante, jusqu'en 1752, la population a constamment augmenté, de même que le commerce avec les marchands anglais, contredisant les dires du *Board of Trade britannique*, qui affirmait que l'émission de monnaie-papier dans les colonies avait porté préjudice à ses membres.

Les expériences dans les colonies du New Jersey et de New York montrent des effets bénéfiques similaires.

Nombre de vaisseaux entrants dans le Port de Philadelphie	
Année	Nombre de vaisseaux
1721	130
1722	110
1723	85
1730	171
1735	212
1749-52	403 par an en moyenne

Deux formes différentes d'émission monétaire directe furent pratiquées dans les colonies. La première, utilisée en temps de guerre, permettait à l'État de payer directement les fournisseurs pour l'équipement et l'armement des troupes, avec des billets neufs ayant cours légal et pouvant circuler librement par la suite dans l'ensemble de la colonie. La valeur de ces billets étaient garantie par des rentrées fiscales ultérieures, et les billets étaient ensuite graduellement retirés de la circulation lors du paiement des taxes, avec un quota annuel et une date de rappel finale pour la totalité de l'émission monétaire. Mais étant donné que la plupart des guerres auxquelles étaient confrontées les colonies à cette époque étaient des guerres d'agression [3], les sommes émises furent souvent plus importantes qu'il n'aurait été souhaitable et les billets associés à ce type d'émission furent l'objet d'une forte dévaluation.

L'autre mécanisme d'émission, par voie de prêts, fut plus largement utilisé en temps de paix. L'assemblée coloniale votait l'émission d'argent sous forme de prêts garantis par des terres, par l'intermédiaire d'un système de **loan office** ou **land bank public**, comme nous l'avons exposé précédemment. Franklin explique qu'en Pennsylvanie, la limite de 100£ par famille assurait que l'argent était disponible pour tout le monde, les intérêts de 5 ou 6 % annuels procurant des revenus au Gouvernement et permettant de diminuer les impôts perçus. L'argent était prêté à nouveau dès qu'il était remboursé, évitant ainsi d'imprimer trop de monnaie-papier,

ce qui aurait pu en déprécier la valeur. Les États qui s'en sont tenus à ce type d'émission ont subi de très faibles dévaluations et ont bénéficié d'une évidente prospérité économique.

De plus, contrairement à la situation actuelle, l'émission monétaire était source de revenu pour l'État et non pas pour des intérêts financiers privés.

La question de la souveraineté économique

A partir de 1740 cependant, et plus brutalement encore en 1764, le parlement anglais a légiféré pour interdire l'émission monétaire directe dans les colonies américaines. La victoire de l'Angleterre au cours de la **Guerre de Sept ans** contre la France et les clauses du **Traité de Paris de 1763** ont considérablement accru le pouvoir et l'arrogance de la faction impérialiste et financière associée à la Banque d'Angleterre, qui fit pression sur le parlement anglais pour faire voter la Loi sur la monnaie du 19 avril 1764. Sous peine d'une amende de £1000 et de révocation de leur poste, les gouverneurs des colonies, nommés par le roi, furent interdits de ratifier « *tout ordre, résolution ou vote adopté par les assemblées coloniales autorisant de nouvelles émissions de monnaie ou prolongeant l'existence des billets déjà en circulation au-delà de leur date prévue de retrait* ».

Lors de son séjour à Londres pour défendre le droit des colonies d'émettre de la monnaie-papier et négocier la révocation du notoire **Stamp Act**, Franklin remit un mémoire en 1767 à l'un des ministères anglais [4], dans lequel il argua qu'une politique d'émission monétaire adéquate allait de pair avec la souveraineté de l'État sur l'ensemble de ses choix économiques.

Tout au long du XVIII^e siècle, les colonies américaines étaient confrontées à l'obstructionnisme d'une métropole qui empêchait le transfert depuis l'Angleterre des technologies liées à ses manufactures naissantes et qui souhaitait cantonner les colonies dans un rôle d'exportateur de matières premières. Elles se trouvaient par conséquent dans une situation d'échange inégal et donc de déficit commercial permanent et leur économie était anémique en raison d'une pénurie chronique de pièces d'or et d'argent pour les transactions commerciales locales. L'émission de monnaie-papier avait toutefois permis de résoudre ce problème de manière satisfaisante.

Franklin insista que si l'Angleterre voulait empêcher les colonies d'émettre de la monnaie-papier, elle devait leur permettre de commercer sur un pied d'égalité avec la métropole et d'être par conséquent pleinement représentées dans les instances de décision politique et économique du Royaume. Le refus obstiné du **roi George III** d'obtempérer à ces demandes allait provoquer la future Guerre d'indépendance américaine. Franklin avait accordé à l'Angleterre sa dernière chance.

Franklin avait aussi compris que la valeur d'une monnaie-papier n'était pas uniquement liée aux garanties mises de côté en or, en argent, en terres, ou même en tabac, comme ce fut le cas en Virginie, mais surtout à la stratégie et au niveau d'activité économique physique du pays. C'est un point

qu'il développa à plusieurs reprises dans ses multiples notes et pamphlets portant sur cette question et c'est pourquoi il déconseilla aux autorités politiques d'émettre de trop grandes quantités de monnaie par rapport aux besoins du commerce et de la production, et ceci indépendamment du montant total des garanties utilisées.

La Banque nationale d'Alexander Hamilton

Après des décennies de répression par les autorités britanniques, l'émission monétaire directe fut progressivement abandonnée dans les colonies. On n'y eut recours à nouveau qu'à partir de 1775, lorsque le Congrès continental autorisa l'émission d'une monnaie-papier commune pour financer la guerre, ce qui provoqua, bien entendu, une forte inflation.

Une fois la guerre terminée, le jeune aide de camp de **George Washington, Alexander Hamilton**, fut nommé comme premier Secrétaire au Trésor des États-Unis d'Amérique. Hamilton est aujourd'hui connu pour ses rapports au Congrès, dont ceux sur les Manufactures et la Banque nationale.

Dans sa réorganisation de la politique économique et financière du pays, Hamilton n'a pas retenu le principe d'émission monétaire directe. Il a préféré mettre en place une Banque nationale indépendante, du moins en ce qui concerne l'émission monétaire, chargée cependant d'une mission d'intérêt public et soumise à un ensemble de règles soigneusement rédigées. « *Il faut considérer qu'une telle banque ne relève pas uniquement de l'intérêt privé, mais constitue une machine politique de la plus grande importance pour l'État* », écrivit Hamilton dans son **Rapport sur une Banque nationale**. L'État détenait par ailleurs 20 % des parts de la Banque.

Contrairement à la Banque d'Angleterre, sa raison d'être n'allait pas se limiter à prêter de l'argent à l'État. Sa mission était de permettre d'accroître « *le capital actif et productif du pays* » en facilitant, par l'émission de monnaie-papier, la circulation générale de l'argent ; ses billets, ayant cours légal, devaient faciliter la perception des taxes et droits de douane ; l'intégration, dans son capital, d'une partie des bons du trésor nouvellement émis suite à la réorganisation des vieilles dettes de la Guerre d'indépendance, devait permettre de rétablir le crédit des États-Unis [5] ; son capital de dix millions de dollars, une somme considérable pour l'époque, permettrait d'accroître considérablement le volume des prêts et d'accélérer le développement des manufactures.

Ainsi, si Hamilton était partisan de l'émission monétaire indirecte (c'est-à-dire en passant par une banque nationale relativement indépendante), cela ne signifie pas qu'il fut libéral pour autant. Il était avant tout un colbertiste, comme le montrent sa promotion de mesures protectionnistes et sa réfutation des thèses physiocrates dans son **Rapport sur les manufactures**. Les physiocrates, dont le principal représentant aux États-Unis était **Thomas Jefferson**, étaient opposés à l'intervention de l'État, de même qu'à l'existence de la monnaie-papier et des banques commerciales. Leur vision agraire de l'économie reposait avant tout sur le libre-échange des céréales (à l'instar des partisans de l'OMC aujourd'hui) et exigeait que le revenu de l'État soit seulement constitué d'une

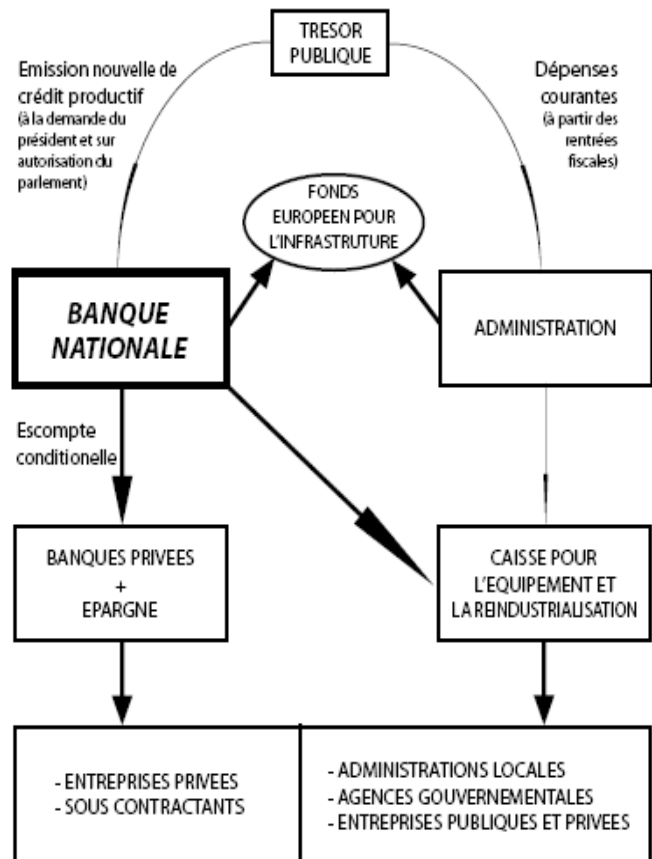
taxe levée sur la terre [6]. Cette doctrine, qui avait été élaborée quelques décennies auparavant en France en réaction, peut-être, à la bulle de **John Law**, était en réalité dirigée contre le colbertisme et la *dîme royale de Vauban* [7].

Retour à l'émission monétaire directe

La reconstitution, depuis les années 60, d'un puissant cartel financier international associé aux intérêts de la couronne britannique [8] exige aujourd'hui la mise en place d'une opposition efficace, sous la forme d'institutions monétaires étroitement contrôlées par l'État. La puissance de ce cartel est beaucoup plus grande qu'à l'époque d'Alexander Hamilton, et demande par conséquent une plus grande vigilance de la part des défenseurs des intérêts nationaux. Par ailleurs, les graves abus commis par les banques privées au cours des trois dernières décennies ont récemment conduit les banques centrales à s'engager dans une tentative désespérée de renflouement des actifs par une explosion de crédits à court terme, tout en exigeant des pouvoirs publics une politique d'austérité draconienne pour rééquilibrer le budget de l'État. C'est l'intégrité même de nos sociétés qui est en danger.

Par conséquent, nous devons rapidement, en plus d'une réorganisation générale des dettes des institutions bancaires et financières, redonner au Trésor de chaque pays la prérogative de l'émission monétaire directe, comme le propose l'économiste américain Lyndon LaRouche. Le besoin urgent de canaliser d'importantes quantités de crédit à long terme dans les secteurs productifs de l'économie, de même qu'une meilleure compréhension, par rapport aux premières

Le cheminement du crédit productif



expériences du XVIIIe siècle, du rôle de la technologie et de l'infrastructure dans le développement économique, justifie la réhabilitation de cette manière d'émettre la monnaie, avec quelques ajustements.

L'émission monétaire directe sous forme de crédit productif

L'émission et la mise en circulation du nouveau crédit productif se fera en utilisant la procédure suivante : d'abord, à la demande du Trésor, l'assemblée législative sera invitée à voter l'émission d'une quantité déterminée de monnaie nouvelle.

Ensuite, une partie de cette somme sera déposée dans une banque nationale contrôlée par l'État, puis prêtée aux banques commerciales privées par une « fenêtre d'escompte » qui permettra à la Banque nationale d'avancer, jusqu'à hauteur d'un certain pourcentage, des sommes d'argent sur une partie des prêts préalablement accordées, et selon des critères prédéfinis, par les banques commerciales aux entreprises. Ce couplage de l'argent neuf avec celui déjà en circulation en vue d'objectifs stratégiques permettra d'obtenir un effet maximal avec une émission monétaire minimale.

Une autre partie de cet argent neuf sera prêtée aux agences gouvernementales - à travers un fonds d'équipement -

chargées de développer l'infrastructure d'intérêt général dans le domaine des transports, de l'énergie, de l'eau, etc., ainsi que dans le domaine de la recherche scientifique fondamentale.

En aucun moment cependant, la monnaie nouvellement émise servira à financer les dépenses courantes de l'État. Cette distinction entre dépenses d'équipement et dépenses de fonctionnement constitue un élément de sécurité contre la dévaluation liée aux abus d'émission monétaire.

La principale sécurité sera cependant de faire en sorte que l'argent neuf soit utilisé de manière à induire des gains de productivité maximaux, tant par le développement de l'infrastructure que par l'introduction de technologies nouvelles dans les secteurs liés à la production de biens tangibles. Plus les technologies seront avancées, plus les gains de productivité seront élevés.

Ce sont ces gains de productivité qui permettront ensuite de contrer les effets intrinsèquement inflationnistes à toute forme d'émission monétaire, directe ou indirecte. Voilà le secret d'une politique monétaire compétente.

Benoit Chalifoux

Notes

1. En fait, dès 1690, quatre ans avant la fondation de la Banque d'Angleterre, la **Colonie de la Baie du Massachusetts** avait autorisé l'émission de *bills of credit*, la première **monnaie-papier** d'Amérique. Le célèbre patriote **Cotton Mather** publia en 1691 un pamphlet intitulé *Considerations on the bills of credit* pour défendre l'initiative. Les quantités d'argent émises ici, de même qu'en Caroline du Nord en 1703 et dans d'autres colonies dans les années qui suivirent n'ont pas été aussi importantes qu'en 1723.

2. *Pennsylvania Assembly Committee : Report on the State of the Currency*. Philadelphie, le 19 août 1752.

3. Les français encourageaient systématiquement les indiens à s'attaquer aux colonies anglaises d'Amérique dans le cadre de la *French and Indian War* de 1754 à 1763, le théâtre nord-américain de la **Guerre de sept ans**.

4. *The Legal Tender of Paper Money in America*, Benjamin Franklin, Londres, le 13 février 1767.

5. Hamilton fit en sorte que les actions de la nouvelle banque soient payées pour un quart en or et en argent, et pour les trois quarts restants avec des bons du trésor. Ce qui eut pour effet de revaloriser ces bons et d'assurer que la souscription de départ put atteindre la somme souhaitée de dix millions de dollars, dans une économie naissante dépourvue de monnaie et de capitaux.

6. « *Ce n'est donc pas par le plus ou moins d'argent qu'on doit juger de l'opulence des États : aussi estime-t-on qu'un pécule égal au revenu des propriétaires des terres, est beaucoup plus que suffisant pour une Nation agricole où la circulation se fait régulièrement, et où le commerce s'exerce avec confiance et une pleine liberté.* » François Quesnay, Tableau économique, version de 1766.

7. La Banque générale privée de **John Law** fit faillite en 1720, trois ans seulement avant que l'usage de la monnaie-papier ne s'étende dans les colonies américaines. Le succès de cette entreprise d'émission monétaire directe en Amérique, en comparaison avec la fraude de Law en France, montre bien que l'indépendance de l'institution émettrice n'est pas le seul critère de la stabilité d'une monnaie. Ce qui est déterminant est l'intention de ceux qui dirigent la banque : servir l'économie physique, productive, par l'émission de crédit-monnaie, ou bien favoriser la spéculation à court terme.

8. Peu de gens perçoivent le rôle central de la *City* et des institutions financières britanniques dans ce cartel. Or, sur les 10 000 fonds d'arbitrage (*hedge funds*) existant dans le monde, 8 000 sont basés dans les Îles Caïman, paradis fiscal situé dans les Caraïbes et étroitement lié aux banques de la *City*. Ces *hedge funds* sont les nouveaux pirates des Caraïbes, apparemment autonomes mais dont les raids sur les économies des États-nations bénéficient essentiellement aux institutions britanniques.

L'économie secrète

V. La loi : science vs coutumes

Par Lyndon LaRouche

Si on la considère telle qu'elle s'exprime sur cette surface des choses rencontrant l'ombre projetée de la réalité, l'économie physique revêt les caractéristiques suivantes.

Dans la tradition transatlantique jusqu'à maintenant, l'on rencontre différentes qualités caractéristiques de la loi - souvent peu compréhensibles, s'exprimant sur la surface visible du processus économique. Il peut sembler curieux pour certains que ce principe supérieur de loi universelle devant être adopté par toute nation doive reposer sur la notion spécifique d'un principe véritable devant gouverner le rôle prescrit à l'homme et à la femme dans l'univers ; une notion exprimée dans le chapitre premier du livre de la Genèse.

De telles distinctions essentielles furent exprimées dans la Déclaration d'Indépendance et la Constitution fédérale des États-Unis, et elles furent défendues par le Président George Washington et son Secrétaire au Trésor Alexander Hamilton, leur engagement trouvant ensuite écho sous les présidences de James Monroe et John Quincy Adams. [26]

En ce qui concerne le livre de la Genèse, je dois toutefois avertir le lecteur qu'il ne doit pas confondre la qualité du premier chapitre avec celle d'autres passages du même livre : il est évident que certains chapitres postérieurs ont été l'œuvre de syncrétismes liés à ces perfides créatures telles que celle ayant colporté la fable babylonienne d'« Adam et Ève », et qui intégrèrent de longs morceaux de ce qui était bien connu comme d'affreux non-sens mésopotamiens et autres dans les textes révisés des savants hébreux détenus en captivité. [27]

De manière similaire, une grande partie de ce que l'on considère comme aspects moralisateurs de la loi aux États-Unis et en Europe aujourd'hui a été infestée par la doctrine misérable d'Adam Smith, particulièrement depuis la mort du Président Franklin Roosevelt ; et malgré le fait que l'héritage de la loi constitutionnelle aux États-Unis ait été dépecé, mutilé et violé, cet héritage demeure non seulement supérieur à toute autre forme de culture politique nationale, cultures européennes comprises, mais il pourrait être réhabilité par une administration présidentielle appropriée, fidèle à l'intention d'origine.

De même, beaucoup de ce qui nous est imposé dans les États-Unis d'aujourd'hui comme doctrine n'exprime pas pleinement, et viole même souvent, les notions systémiques de loi défendues par la Déclaration d'Indépendance et la Constitution fédérale. Nous sommes victimes aujourd'hui d'importantes corruptions dans notre loi, corruptions liées à l'influence héréditaire de ce qui est notre principal ennemi

d'origine jusqu'à aujourd'hui, l'Empire britannique de Lord Shelburne et associés, telle qu'elle nous fut imposée par les agents de la Compagnie britannique des Indes orientales.

Il y a eu, par exemple, le rôle corrupteur de cet agent britannique et véritable traître que fut Aaron Burr, ce même Burr qui fonda explicitement, pour le compte de la Compagnie britannique des Indes orientales et du British Foreign Office, la Banque de Manhattan. L'influence de Burr s'est ensuite manifestée dans les décisions du Président Andrew Jackson, qui ferma la Banque nationale américaine. Une décision de ce type fut plus récemment mise en œuvre par Alan Greenspan qui commença, dès 1984, à faire campagne contre la loi Glass-Steagall pour le compte de J.P. Morgan, et ce dans la même volonté perfide de détruire l'économie américaine. Tout comme dans le cas de la « Panique de 1837 », associée à la présidence de Martin van Buren, une escroquerie qui avait été introduite quelques années plus tôt par le pantin de Buren et de Wall Street, le Président Andrew Jackson. Ce que je suis en train de présenter dans ce chapitre sera à considérer par la suite avec grande attention comme l'ébauche de ce qui doit être un perfectionnement, tout à fait nécessaire et absolument dû, de la conception américaine de la loi constitutionnelle. C'est à cette fin que je retrace dans ce chapitre la genèse de notre république, depuis les germes de la mission des fondateurs de la Colonie de la Baie du Massachusetts, avec sa charte originelle, puis les cercles de Benjamin Franklin également, et ses associés tel que le Secrétaire au trésor Alexander Hamilton, puis le Secrétaire d'état et le Président John Quincy Adams, et enfin, plus tard, les présidences d'Abraham Lincoln et de Franklin Roosevelt.

Ce qui précède ne devrait pas être perçu comme une obligation à laquelle il faudrait se conformer comme pour le cas d'un contrat : la question est de définir et de défendre un principe de gouvernement sur lequel repose la continuation de l'existence de la civilisation, aujourd'hui et pour les siècles à venir. Cela suppose l'élimination de tous ces précédents ayant égaré la politique des États-Unis dans les folies qui ont, à un degré croissant, dominé les choix politiques durant la plupart des administrations qui se sont succédées, tout au long de la période qui a suivi celle du Président Franklin Roosevelt. Nous devons essentiellement débarrasser la politique nationale des effets corrupteurs des influences monétaristes européennes, qui ont sévi la plupart du temps depuis le départ de présidents tels que Georges Washington, John Quincy Adams, Abraham Lincoln, William McKinley, Franklin Roosevelt et John F. Kennedy. [28]

Ma principale contribution, afin de ré-inspirer notre Nation pour son propre avenir, est caractérisée par ma détermination à briser l'étai du monétarisme ; cela est possible en faisant

un grand pas en avant – qui constitue également un retour – et en déclenchant d'urgentes et nécessaires mesures pour assurer un progrès pour les générations futures ; un progrès que l'on ne pourra pas réaliser sans s'appuyer sur les fondements établis par Franklin Roosevelt.

Cela est entrain d'être accompli par des actions que je suis en train de mener qui sont destinées à nous libérer de la soumission à ces reliquats économiques de pratiques d'usure vénitiennes et britanniques ; ces dernières ayant peu à peu accru leur forme ruineuse de contrôle sur nous, à travers une action comme l'assassinat de Président John F. Kennedy, qui représentait un obstacle à la mise en place d'une politique dictatoriale britannique de guerre en Indochine. Cette subversion de notre république, par les Britanniques et leurs alliés, s'est caractérisée par les erreurs des présidents ayant suivi Kennedy, qui ont montré qu'ils étaient les complices des plans de nos adversaires impériaux britanniques : des présidents tels que Richard Nixon, Jimmy Carter, les deux Georges Bush, et l'actuelle marionnette britannique Barack Obama.

La légitimité de ces questions est suffisamment appuyée par les faits projetés sur la surface commune de l'histoire et de la science physique.

Bien que ces considérations définissent mes intentions, mises en avant depuis le début de cette publication, elles ne pourraient être présentées de manière politiquement efficiente sans se concentrer particulièrement sur la question de la science de l'économie physique, que j'ai abordée dans les chapitres précédents. Cela va au cœur même de la notion d'une science de la loi naturelle, la notion d'un corps de « loi naturelle » fondée sur la distinction absolue de ce qui constitue la véritable nature humaine, se rapportant directement aux pouvoirs créateurs propres à l'humanité, et qu'aucune autre espèce vivante connue ne possède [29].

Ces efforts visant à détruire systématiquement la civilisation moderne de la renaissance européenne et du Traité de Westphalie de 1648, et plus spécifiquement depuis les morts successives de Roosevelt et de Kennedy, avec les conséquences considérables qui s'en sont suivies, peuvent être tracés comme un genre d'épidémie millénaire contaminant la civilisation européenne, et correspondant aux avertissements prophétiques d'Eschyle dans son Prométhée enchaîné, fait historique que je souligne dans ce chapitre.

La science et l'économie politique

Nous allons maintenant redéfinir comment doit se concevoir une économie à l'échelle de notre planète, sous la forme d'un résumé concis des arguments énoncés dans les chapitres précédents.

1er principe : L'univers physique dans lequel habite l'humanité est, de même que les pouvoirs créateurs de l'esprit humain lui-même, et contrairement au mythe frauduleux de la « croissance économique zéro », essentiellement basé sur un principe néguentropique de développement illimité des forces

productives du travail, par tête et par kilomètre carré de territoire.

2e principe : Limiter l'existence de l'humanité à un niveau approximativement fixe de qualification du travail est entropique, et est donc également immoral. L'existence de l'humanité repose, quelque soit le niveau de la population, sur sa capacité à engager des changements anti-entropiques dans la qualité des comportements au sein de la société.

3e principe : L'action anti-entropique requise doit tendre vers un accroissement net de la productivité physique de la société par tête, mesuré en terme des besoins physiques humains. La principale corrélative à cet accroissement est caractérisée par l'accroissement net de la densité de flux énergétique, que l'on exprime en « puissance », par tête et par kilomètre carré du volume de territoire occupé par la société humaine. Cela est illustré par le progrès accompli depuis la simple action de brûler des déchets jusqu'à l'utilisation de ressources comme le bois, le charbon de bois, le charbon, le « gaz naturel », le pétrole, la fission nucléaire, la fusion thermonucléaire contrôlée, et les réactions matière/antimatière contrôlées.

4e principe : Cela requiert un engagement de principe pour garantir une augmentation continue du niveau culturel et physique de la population, ainsi que l'augmentation fructueuse de son espérance de vie.

5e principe : Cela requiert également une élévation de la qualification du travail humain, depuis une dépendance relativement moindre par rapport à l'activité « physique » de l'homme, vers des niveaux relativement supérieurs de travail « artificiel » ; cette orientation s'exprimera de plus en plus par des formes qualitativement plus avancées de travail productif, liées à l'accroissement de la qualité des standards dans la science physique et la culture classique.

•Ce principe de progrès est déjà exprimé par la transition d'un mode d'organisation social à un autre, à travers une augmentation de la densité de flux énergétique par tête, et à travers l'augmentation de l'intensité en capital dans les modes de production de la société.

•Ainsi en est-il des transitions depuis le mode de développement maritime, transocéanique,, vers les voies navigables à l'intérieur des continents, puis les transports à grande vitesse par rail, et vers les transports interplanétaires des hommes et de des biens.

Le progrès de l'homme dépend de sa capacité à maîtriser des forces constamment plus grandes que lui-même, pouvant ainsi atteindre des lieux reculés du Système solaire et de la Galaxie, et contribuer ainsi au processus illimité d'expansion et de développement anti-entropique – « fini mais illimité » – de l'univers dans son ensemble.

6e principe : L'aspect essentiel de l'économie doit donc être le développement qualitatif du rôle de l'homme en vue de d'aménager des parties de plus en plus grandes de notre système planétaire (et au-delà), comme s'il s'agissait de l'habitat terrestre.

7e principe : La valeur adéquate des biens et des salaires qui y sont liés, par tête et par kilomètre carré, doit refléter de manière approximativement juste les six principes précédents. L'humanité existe à l'image du Créateur de l'univers ; ses besoins et ses œuvres, qu'elle réalise dans la joie, reflètent son destin à vivre à l'image du Créateur, comme cela est implicite dans l'étude de l'académicien soviétique V.I. Vernadsky, supposant un univers composé des trois phases qualitatives telles que la lithosphère, la biosphère et la noosphère.

Dans ce contexte, considérons maintenant quelles doivent être les règles nécessaires pour l'utilisation d'un système de monnaie.

Le système de crédit

Les spécifications précédentes définissent implicitement la méthode qu'il faut adopter pour sauver le monde de l'effondrement global en cours ; cette crise atteint bientôt une condition limite terminale pour la survie de l'économie physique, et elle peut très bien se manifester par un effondrement financier général cet été même.

Les relations fonctionnelles au sein de l'économie ne peuvent pas être correctement définies selon des catégories séparées en tant que telles, mais plutôt comme un système complexe et dynamique, en cohérence avec la définition révolutionnaire que Gottfried Leibniz en avait fait en 1690, ou avec l'ancienne notion platonicienne de dynamis, associée au dialogue Le Parménide.

Par conséquent, le seul mode compétent d'économie financière est celui défini par un système monétaire à taux de changes fixes. Cela est nécessaire pour assurer la discipline interne de l'économie sociale de chaque État-Nation souverain ; c'est également nécessaire au sein d'un système de coopération mutuelle entre les économies des États-Nations souverains. Toutefois, le système monétaire – même un système à taux de changes fixes entre Nations souveraines – n'est pas ce qui détermine réellement la « valeur » économique, mais est plutôt un genre de repère permettant d'estimer le progrès relatif du système économique dans son ensemble.

Le modèle de référence pour élaborer un système compétent d'économie nationale est celui du Massachusetts, où la monnaie scripturale, le Pine Tree schilling, avait été établie comme un système de crédit, une pratique qui avait pu continuer jusqu'à ce que les britanniques abrogent la charte de la Colonie.

Les principes sous-jacents au système de la Colonie de la Baie du Massachusetts sont réapparus dans le fameux système de Banque Nationale établi par le Secrétaire au trésor américain Alexander Hamilton, un système opérant selon les principes de la Constitution en utilisant la Banque Nationale comme un instrument souverain ; c'est en accord avec cette approche que le président Franklin Roosevelt avait mis en place ses réformes, et avait conçu le système de

Bretton Woods d'après-guerre, à taux de changes fixes, se basant sur les mêmes principes, exprimés par la loi Glass-Steagall.

La signification de Glass-Steagall

Je répète : dans un système économique sain, l'argent n'a pas de valeur intrinsèque. Il ne constitue pas une mesure adéquate de la valeur, mais une garantie sur le choix d'un contrat. Le corollaire à cela est que l'argent est traité comme une bonne estimation de la valeur de la production des biens et services.

La valeur relative adéquate ne peut pas être établie à partir du produit ou de l'acte de production en tant que tel, mais à partir de la valeur relative du produit considéré dans l'ensemble du processus économique de la Nation – ou d'un groupe d'États-Nations souverains considérés comme un ensemble dynamique – en accord avec la définition originale de Gottfried Leibniz.

Le fait que tant de gens aient été induits à considérer l'argent comme une référence primaire de la valeur économique montre qu'ils sont victimes d'une forme d'illusion populaire, et souvent même mortelle.

Cela ne veut pas dire que la détermination des prix soit totalement dénuée de raison. Par exemple, si le prix payé pour la production et la distribution est relativement inférieur au coût de reproduction du bien en question, alors la conséquence physique sera l'usure des pouvoirs productifs du travail. L'objectif sous-tendant tout système social de fixation des prix, pour les biens produits comme pour les services essentiels, doit donc viser à accroître les capacités physiques et sociales de reproduction de la société, vue comme un effet lié à un processus physique déterminé.

« Au sein d'un système économique sain, l'argent n'a pas de valeur intrinsèque. » Le Pinetree shilling (à gauche) de la Colonie de la Baie du Massachusetts, au 17ème siècle, fut un modèle de système de crédit, à l'opposé d'un système monétariste, tel que nous l'avons aujourd'hui.



Cette notion d'effet physique doit être considérée à la lumière des sept principes que j'ai précédemment identifiés, définissant un système d'économie physique anti-entropique. D'ailleurs, ces considérations ne sont pas inconsistantes avec l'approche sous-jacente du Secrétaire au trésor Alexander Hamilton, dans son rapport Au sujet des manufactures.

L'argument de ce chapitre se clarifie lorsqu'on compare le système d'économie politique américain avec le système prédateur de son adversaire, ce système impérial britannique qui prend ses racines dans le caractère irrationaliste du dogme soi-disant « libéral » de Paolo Sarpi, et de son adepte Adam Smith. J'ai déjà implicitement abordé ce sujet plus tôt dans cet écrit ; mais il est important, dans un but pratique, qu'il soit considéré à la lumière de tout ce qui a transpiré au de ce rapport.

L'empire de la déraison

A une certaine période de l'histoire européenne, bien avant les guerres du Péloponnèse, la civilisation européenne venait au monde sous la forme d'une culture méditerranéenne maritime, implicitement impérialiste ; elle est apparue comme un reflet des accomplissements de l'ancienne civilisation égyptienne. L'image de ce développement se retrouve dans L'Illiade et l'Odyssée d'Homère à travers le personnage d'Athéna, ainsi que chez d'autres auteurs de la littérature grecque classique. Pour le lecteur anglophone, la traduction géniale de l'œuvre d'Homère par Chapman, un chef-d'œuvre d'exaltation et d'élégance, sera un véritable plaisir pour ceux qui aiment ces interprétations des drames où l'on joue « derrière le masque » comme dans les pièces d'Eschyle. [30]

La trilogie d'Eschyle, Prométhée, met en scène le pire aspect de la culture maritime grecque ancienne, sous la forme de Zeus, le Dieu olympien. Plus tard, durant l'époque romaine, l'historien Diodore de Sicile avait également montré cela. Aristote parle de cette trilogie du Prométhée d'Eschyle, mais du point de vue de son propre penchant pour une société dans laquelle « la connaissance de l'utilisation du feu » (c'est-à-dire la créativité humaine) est interdite à une population qui, réduite à l'état de quasi-esclaves, doit se soumettre au règne d'une oligarchie olympienne. [31]



La culture classique est la pré-condition pour le développement des forces productives du travail, et donc pour l'accroissement du pouvoir de l'espèce humaine au sein de l'univers. Ci-dessus : la célèbre Thomanerchor de Leipzig, en Allemagne. ©Gert Mothes

Cette conception d'Aristote, l'ennemi de Platon, a ensuite été dénoncée par l'associé de l'apôtre chrétien Pierre, le philosophe juif Philon d'Alexandrie, lorsqu'il a réfuté l'affirmation, faite par Aristote, selon laquelle le Créateur aurait perdu sa capacité à créer dès lors que l'action initiale de création de l'univers avait été terminée. Durant l'époque romaine, cet argument avancé par Aristote a trouvé une expression sous la forme de notions telles que l'« apriorisme », qu'Euclide avait déjà adopté pour sa géométrie aristotélicienne.

Le développement de l'homme et l'infrastructure

Pour des raisons déjà énoncées précédemment, la tendance naturelle des peuples et des Nations à basculer dans la décadence, ne peut être évitée que par l'accroissement continu des pouvoirs productifs du travail, par tête et par kilomètre carré. Les pré-conditions d'un progrès net de la société dépendent, d'une part, de l'amélioration des qualifications liées aux pouvoirs productifs intellectuels du travail et à la culture « classique » d'une part et, d'autre part, de la qualité du socle de la société, représentée par le développement qualitatif de l'infrastructure économique de base. L'effet combiné de ces deux éléments cruciaux de progrès est l'accroissement du pouvoir de l'espèce humaine au sein de l'univers dans son ensemble.

Comme je l'ai montré au cours de cet écrit, en développant les moyens grâce auxquels on peut assurer un progrès qualitatif de l'esprit humain, le progrès continu des accomplissements de l'humanité dépend d'une évolution constante dans notre conception de la nature humaine, depuis la croyance aveugle et bestiale dans ce qu'on appelle « la certitude des sens » jusqu'à la notion d'une personnalité consciemment créative, qui regarde la croyance en la perception sensorielle comme le reflet de l'image bestiale que l'homme se fait de lui-même. L'homme et la femme doivent reconnaître que leur identité, ainsi que le pouvoir de leur propre espèce, se situent essentiellement dans le domaine de la créativité, au-delà des perceptions sensorielles, comme j'en ai présenté différentes images dans les chapitres précédents.

Avec l'avènement de la découverte du principe scientifique de la chimie physique, établissant que l'univers de référence de la science physique de l'économie se situe au sein d'un univers conçu comme un domaine de radiations cosmiques, une image de l'homme et de la femme nous apparaît, telle qu'elle était célébrée dans le premier chapitre du Livre de la Genèse. Ce pas en avant nous fera pénétrer dans l'antichambre de la découverte tant attendue de la véritable nature de l'espèce humaine et de sa destinée.

C'est donc à travers la conscience pratique de cette véritable relation entre l'humanité et l'univers en expansion que les raisons d'un grand progrès dans le rôle joué par l'humanité dans l'univers nous apparaissent plus clairement, avec une perspective scientifique et culturelle classique.

Cette connaissance, de même que l'engagement intime que cela implique, doivent être ce qui motive la volonté de sortir l'humanité de la situation actuelle, celle d'un monde plongeant dans la plus grande période de décadence de l'histoire sociale et intellectuelle que l'humanité n'ait jamais connue.

Note:

[26] Jefferson fut dans l'ensemble un président très médiocre. Madison souffrait des effets de son mariage avec une femme nommée « Dolly » qui, comme Tony Chaitkin l'a rapporté, avait été choisie lors d'un arrangement par le traître patent Aaron Burr, le fondateur de la Bank of Manhattan. A ce moment comme au cours de la période qui suivit, Aaron Burr était un agent à la solde de Jeremy Bentham, lui-même

embauché par Lord Palmerston, qui dirigeait alors les services secrets du British Foreign Office qu'il avait créé ; Bentham est celui qui avait supervisé l'orchestration de ce qui devint la terreur jacobine, de même que, par la suite, la sélection de Napoléon Bonaparte comme agent britannique implicite ; ce dernier plongea l'Europe continentale dans une nouvelle guerre de sept ans, et par sa folie sanguinaire ravagea le continent européen par le meurtre et le pillage, laissant en ruine les nations au moment de sa défaite à Waterloo et du pacte entre Londres et les Habsbourg à Vienne. Les britanniques ont toujours régné grâce à des Napoléons.

[27] Certains protesteront peut-être contre cette correction, mais le caractère urgent de cette question requiert de retrouver le véritable héritage de Moïse, libéré des obscénités babyloniennes.

[28] L'administration William Clinton a eu de positif qu'elle a retardé un grand nombre de dégâts qui auraient été perpétrés sous une seconde administration George H.W. Bush ; Clinton tenta également de faire face à la réaction en chaîne de l'effondrement de 1998, liée à la spéculation sur les bonds russes ; mais ces efforts ont été contrebalancés par l'équipe de la vice-présidence d'Al Gore, et par la menace persistante de destitution poussée par Wall Street et Londres. Les pressions d'Al Gore pendant le second mandat de Clinton, en particulier lorsque j'avais incité l'administration Clinton, en 1996, à engager une coopération avec d'importantes personnalités russes, furent une lourde menace envers chaque tentative de développement rationnel dans les relations économiques entre les États-Unis et la Russie.

[29] Je dirais que si nous prenons en compte les implications de ce que j'ai précédemment écrit sur les relations entre les ombres que sont les perceptions sensorielles et la réalité substantielle, l'on ne peut pas ne pas considérer comme probable l'existence d'une intelligence d'une qualité similaire à celle de l'homme mais sous une autre forme de vie, en tant qu'expression différente d'êtres créateurs vivant dans des conditions planétaires différentes. C'est déjà implicite dans le fait que la vie soit un phénomène universel, comme un principe du domaine des radiations cosmiques universelles.

[30] Je me réfère ici à mes remarques précédentes concernant une appréhension appropriée des principes du drame.

[31] Remarquez notamment la propension prétentieuse des oligarques britanniques à se considérer eux-mêmes comme de véritables dieux païens, tels les dieux de l'Olympe dépeints par Eschyle, tandis que la population britannique, généralement bienveillante, est largement induite à se comporter et à penser comme du bétail plutôt que comme des êtres humains.

Appendice

-Introduction au rapport NAWAPA XXI

Nous présentons ci-dessous l'introduction, traduite en français, du rapport NAWAPA XXI, un document de 102 pages qui a été produit par notre mouvement associé aux États-Unis, le comité d'action politique de Lyndon LaRouche (LaRouchepac).

Le rapport est dédié à la mémoire de John F. Kennedy, et commence avec la citation suivante :

« Tout membre du Congrès, toute personne de la branche exécutive en commençant par le Président doit, en ce qui concerne les ressources nationales, penser et agir durant son mandat en fonction de la prochaine génération, car aucun projet élaboré aujourd'hui ne sera bénéfique pour nous. Tout ce que nous entreprenons aujourd'hui est fait pour ceux qui viendront après nous. Et comme ceux qui avaient entrepris quelque chose il y a plusieurs années nous ont permis d'être là où nous en sommes aujourd'hui, j'espère que nous remplirons nos obligations envers la génération qui nous suivra. »

– John F. Kennedy
Pueblo, CO, le 17 août 1962

Introduction

Aujourd'hui, les États-Unis ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils étaient avant l'assassinat du Président John F. Kennedy en 1963. La promesse d'un leadership visionnaire dans le gouvernement américain qui persista jusqu'à la candidature présidentielle de Robert Kennedy s'est finalement éteinte avec son assassinat cinq ans plus tard. La transition soudaine d'un grand optimisme technologique à une croyance selon laquelle le progrès scientifique et le développement des ressources devraient être arrêtés, jointe au culte de la spéculation boursière et de la dérégulation, a résulté, comme la chose était prévisible, en des usines vétustes, des infrastructures délabrées et une profonde désorientation de nos concitoyens face au futur.

La perte de plus en plus rapide de nos capacités manufacturières et de notre main d'œuvre qualifiée au cours des dernières décennies, nous a conduits à une dépendance dangereuse vis-à-vis d'une économie mondiale qui est centrée sur le libre-échange et qui est en voie de désintégration. Notre réseau d'infrastructures est entièrement délabré. Ceux qui possèdent des qualifications dans des métiers productifs sont sur le point de prendre leur retraite, si ce n'est déjà le cas, sans que des remplaçants adéquats aient été formés puisque la nouvelle génération a grandi dans une économie de service postindustrielle. La sécurité alimentaire n'existe plus, alors que les réserves sont à leur plus-bas niveau historique ce qui, combinées à une infrastructure vétuste, nous rend vulnérables aux catastrophes naturelles comme les tempêtes, les inondations et la sécheresse qui ont dévasté nos plaines fertiles en 2011.

En plus du présent manque de capacité productive, le changement culturel apporté dans les façons de voir a engendré une ferveur toute religieuse pour les coupures budgétaires que nous nous infligeons à nous-mêmes au nom de la « responsabilité fiscale », ce qui menace de donner le coup de grâce à ce qui reste de capacité logistique et productive nécessaire pour la reconstruction de notre économie. Tout cela n'est pas le fruit du hasard. L'empire monétaire centré à Londres et à Wall Street souhaite la

destruction des États-Unis, une intention stratégique qui est George W. Bush et Barack Obama.

Pour toutes ces blessures nous n'avons que nous mêmes à blâmer, et notre rôle de serviteur d'un système étranger à nos intérêts souverains est le résultat d'une amnésie nationale vis-à-vis d'un héritage que nous trahissons.

Il est maintenant impératif que surgisse une armée de patriotes qui s'unira autour d'un projet qui: a) soit rigoureusement élaboré et capable de mobiliser les compétences que notre économie jadis florissante est en train de perdre; b) qui évoque les grandes réalisations qui font notre fierté nationale; c) qui permette de restaurer le crédit public des États-Unis comme source d'investissement productif.

Grâce à un projet général de cette nature, capable de changer la direction qu'a prise notre nation, un mouvement patriotique peut se constituer, même à cette heure tardive, pour devenir le point de ralliement qui mènera à l'élection d'un Président qualifié.

NAWAPA XXI, le projet que nous proposons ici, répond à ces critères. NAWAPA XXI a été élaboré à partir de la proposition de 1964 qui s'appelait simplement NAWAPA (North American Water and Power Alliance (1) ou en français l'Alliance Nord-américaine pour l'eau et l'énergie), et il a été mis à jour et amplifié pour répondre aux besoins économiques d'aujourd'hui, y compris l'essentielle restauration d'un système national de crédit public.

Cependant ce projet, dont l'impact et la nécessité sont pleinement démontrés dans les pages qui suivent, n'est pas simplement un projet d'ingénierie capable de restaurer le progrès économique; il implique et requiert une compréhension différente de l'économie où celle-ci est vue comme faisant partie de la physique.

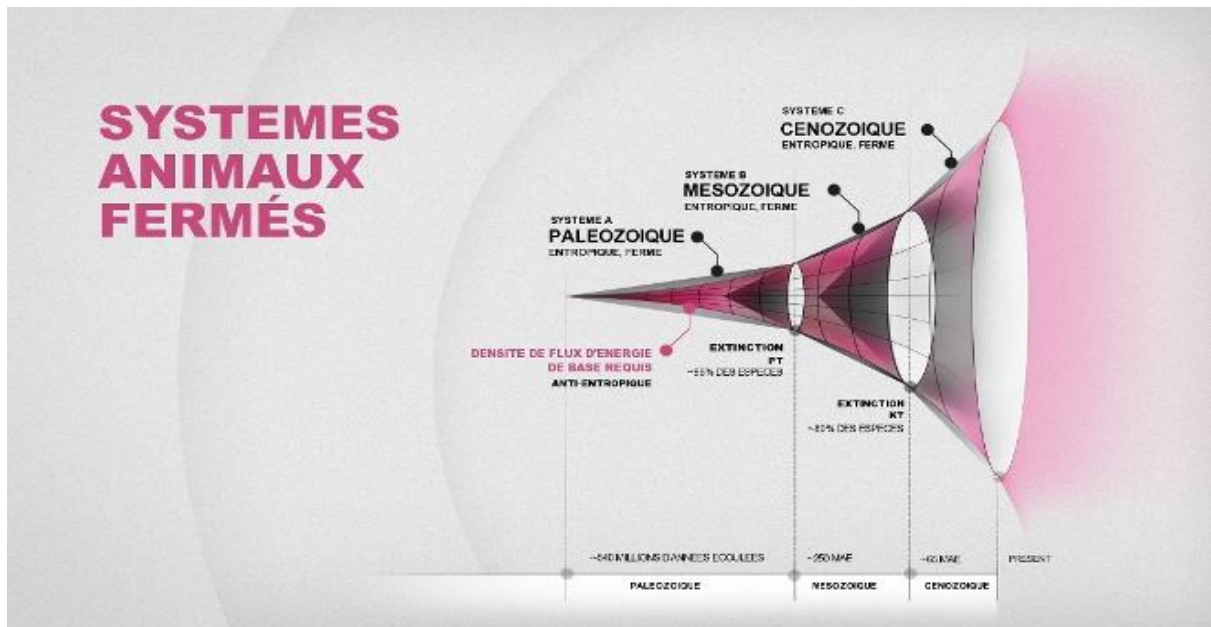
1. voir la section 'Histoire du NAWAPA'

De ce point de vue on peut alors reconnaître que la cause de la présente crise n'est pas une erreur qui se serait produite sur les marchés financiers, mais une erreur associée au paradigme de la valeur monétaire. La valeur monétaire a remplacé la valeur du progrès technologique associée à la maîtrise et à la régulation de la nature par l'esprit humain. En d'autres mots, ce dernier paradigme se traduit par de nouveaux systèmes pour développer les ressources et l'énergie, ainsi que par une augmentation constante de l'activité manufacturière qui accompagne la croissance de ces capacités, tandis que le premier paradigme promeut la cannibalisation des infrastructures existantes, produisant les profits monétaires nécessaires à la poursuite de la consommation, mais sans créer la productivité permettant de régénérer la richesse consommée.

L'histoire de l'évolution de la vie sur terre, comme l'a démontré l'équipe de recherche du LaRouchePAC (2), n'a jamais montré de tendance à l'équilibre. L'ensemble la biosphère a évolué à travers une succession d'étapes qui constituaient des améliorations qualitatives, comparables à des révolutions technologiques, où l'importance de la matière vivante sur la surface de notre planète s'est sans cesse accrue. Ce phénomène peut-être observé, par exemple, dans la création de l'atmosphère d'oxygène par la photosynthèse issue de bactérie à l'état libre, qui fut suivit par l'émergence d'organismes pluricellulaires nécessitant un plus grand flux de matière et d'énergie, et de la colonisation des continents par la vie, conduisant ainsi à un accroissement massif de la biomasse et altérant de manière fondamentale des processus globaux comme le cycle hydrologique.

volontairement. Là où l'organisation sociale et le progrès scientifique se sont unis, il y a eu développement de l'humanité, comme en témoigne l'exemple de l'histoire américaine où on peut observer le progrès des phases successive qui ont marqué l'évolution de son économie. La technologie des moulins à eau, utilisée pour la production de fer et d'autres types de manufactures, a permis à la Colonie de la Baie du Massachusetts d'affirmer sa souveraineté. Le développement des voies navigable à l'intérieur des terres, associé à la régulation de nos rivières durant l'administration Washington, puis celui de canaux dans les états de New York, de Pennsylvanie et d'Ohio sous les administrations de James Monroe et de John Quincy Adams, ont ouvert l'accès à de nouvelles ressources pour l'industrie et la consommation en plus d'ouvrir la voie à la colonisation du Midwest. Le soutien apporté aux canaux et à la construction de chemins de fer par l'administration de John Adams a permis à notre pays d'assumer un rôle de premier plan quant à la production d'acier et de produits manufacturés. L'humanité entrait dans une nouvelle ère, semblable aux nouveaux stages représentés par la fonction de croissance constituée de cônes imbriqués qui dépeint l'évolution de la biosphère. Le développement de manufactures américaines et l'effort pour coloniser l'Ouest qu'encourageait Lincoln ont ensuite permis de constituer le territoire des États-Unis tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Les programmes lancés par Roosevelt pour développer les bassins des rivières Tennessee, Columbia et Colorado ont accru et consolidé ce que les chemins de fer



Chaque nouveau système, qui depuis son apparition à partir d'un point bien antérieur, était resté latent à l'intérieur du processus de développement dans son ensemble, prend à un certain moment le dessus comme système dominant et demeure comme tel tant qu'il est capable de produire les éléments nécessaires à sa survie.

L'évolution humaine est unique dans ce processus en ce que la société humaine inclut l'option de s'auto-développer

transcontinentaux avaient commencé, permettant la maîtrise des ressources hydrauliques des rivières, rendant nos terres fertiles, protégeant nos citoyens contre les inondations et les sécheresses, électrifiant 90% de nos fermes et générant les découvertes en chimie capables d'augmenter la productivité de l'agriculture. Notre productivité nationale s'est accrue

2. LaRouchePAC.com/evolution

qualitativement, ce qui a apporté des nouveaux niveaux de consommation et de production.

De nouveaux combustibles chimiques ont permis la colonisation de l'atmosphère par l'homme, et ils lui ont même permis de pénétrer l'espace, tandis que des découvertes dans le domaine nucléaire ouvraient la voie, entre autres, à des sources d'énergie illimitées.

Même si ce processus évolutif a été marqué par de longues périodes d'inactivité, laissant parfois stagner des générations entières, la tendance qui a dominé dans l'ensemble est celle où se poursuivait l'art de faire et de transmettre les découvertes nécessaires au développement de l'humanité.

John F. Kennedy s'inscrivait dans cette lignée de présidents qui ont su reprendre ce fil évolutif, en repoussant les frontières des capacités scientifiques de l'humanité, en poursuivant le programme Atomes pour la Paix d'Eisenhower par la construction des centrales nucléaires et en faisant le maximum pour faire avancer le développement des bassins hydrauliques commencé par Roosevelt, avec, pour ce faire, rien de moins qu'une proposition d'une TVA nationale [Tennessee Valley Authority, ndt]. Si la vie de John F. Kennedy n'avait pas été interrompue, il y a peu de doute qu'il aurait mis en œuvre le projet NAWAPA tel qu'il fut formulé en

1964, ce qui, combiné à un programme de fusée à propulsion nucléaire, l'étape succédant « normalement » à l'alunissage de juillet 1969, aurait conduit au prochain système nécessaire à l'évolution de l'humanité.

Depuis que nous avons tourné le dos aux politiques que Kennedy représentait à son époque, les États-Unis se sont trouvés en opposition à la tendance qui vise à transmettre et appliquer des découvertes d'une génération à l'autre, créant ainsi un fossé de deux générations, une situation sans précédent dans l'histoire de notre pays. En conséquence, la politique actuelle, une politique visant à réduire la productivité, couplée à une réduction croissante de la consommation des ressources, nous range dans la catégorie des systèmes évolutionnaires condamnés à l'extinction.

En adoptant les propositions contenues dans ce rapport, avec la pleine compréhension de leurs nécessités pour nous-mêmes et nos voisins, il serait encore possible de renverser la vague d'arriération dans laquelle notre nation se noie, et de transmettre à une nouvelle génération les connaissances sur le fonctionnement d'une économie productive que détient une génération sur le point de disparaître.

Nous vivons sur du temps emprunté. **Agissons maintenant.**

La bataille ne s'arrête pas là !

Abonnez-vous / Subscribe

Nouvelle Solidarité

1 an électronique \$65
1 an N S \$90
6 mois NS \$50

Executive Intelligence Review (EIR online)

1 year EIW \$360
6 months EIW \$180
4 months EIW \$120
3 months EIW \$90
2 months EIW (Intro) \$60

Total: \$ _____

comptant chèque visa / master card

Exp. Date _____

Signature _____

NOM / NAME _____
Adresse /Address _____
Province _____
Pays / Country _____
Code postal / Postal Code _____
Téléphone # _____
Adresse courriel / Email Address _____

Libellez votre chèque à l'ordre de C.D.I. / Make your cheque payable to C.D.I.
C.P. 3011, succ. Youville, Montréal, Qc., H2P-2Y8 / P.O.Box. 3011. Youville Station, Montreal, Qc., H2P-2Y8

L'Alliance Nord-américaine pour l'eau et l'énergie



KEY

- Existing navigable waterways
- New canals for expanded water delivery and navigation
- New non-navigable canals for expanded water delivery

